



IC NOTICE N°015-2021/PNUD-BF

RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) NATIONAL (E) SPÉCIALISTE EN ANALYSE PARTICIPATIVE DES CONFLITS EN APPUI A L'UNITÉ DE GESTION DU PROJET « GOUVERNANCE LOCALE ET COHESION SOCIALE » GoLCoS

Date : 05 mai 2021

Pays : Burkina Faso
Nom du Projet : GoLCoS
Durée de réalisation : Six (06) mois
Lieu d'affectation : Ouagadougou

Votre soumission devra être déposée à l'adresse suivante :
Par e-mail : offres.burkina@undp.org

Au plus tard : **Mercredi 19 mai 2021 à 12 heures 00 GMT**

Les propositions, adressées à l'Operations Manager, doivent être envoyées à l'adresse ci-dessus indiquée, avec la mention : **Recrutement d'un (e) consultant (e) national (e) spécialiste en analyse participative des conflits en appui à l'unité de gestion du projet GoLCoS.**

La proposition technique devra comprendre : **Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée, une note de compréhension des TDRs, un curriculum vitae incluant au moins deux (02) références avec les adresses Emails.**

La proposition financière devra être élaboré suivant le format fourni en annexe.

Les propositions technique et financière doivent être soumises dans des documents séparés.

Les demandes de clarifications devront être transmises uniquement par écrit à l'adresse suivante :
procurement.burkina@undp.org

Contexte et justification de l'étude

Dans sa mise en œuvre, le projet **GoLCoS** se fixe pour principal objectif de contribuer à renforcer la cohésion sociale par une gouvernance inclusive et participative dans les collectivités territoriales cibles. Cet objectif contribue à l'atteinte de l'objectif principal poursuivi par le Cycle III de la décentralisation qui est de « mieux construire le développement du pays à partir de collectivités territoriales capables de produire des services publics locaux accessibles et de qualité et d'impulser le développement économique local ». C'est dans le but de relever ces défis et de poursuivre les résultats attendus du projet qui contribuent à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale dans les collectivités territoriales cibles que s'inscrit la présente mission d'appui. Cette mission d'appui s'inscrit spécifiquement dans le cadre de la réalisation du résultat n°7 sur « la mise à disposition d'un système d'analyse de conflits et indice de cohésion sociale au profit de l'ensemble des partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population, etc.) ».

Objectif général

L'objectif général de la mission d'appui est de mettre à la disposition de l'ensemble des partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population, etc.), un système d'analyse de conflits et indice de cohésion sociale qui contribuent à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale dans les collectivités territoriales cibles.

Résultats attendus

Les principaux résultats sont les suivants :

- Une note conceptuelle sur l'analyse participative des conflits dans les collectivités territoriales du projet finalisée;
- Un guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales disponible ;



- 100% des personnes-ressources et prestataires formés, maîtrisant le contenu du guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales ;
- Quatre-vingt-cinq (85) rapports d'analyses participatives des conflits de collectivités territoriales disponibles ;
- Une plateforme digitale pour la gestion des données des analyses participatives des conflits des quatre-vingt-cinq (85) collectivités territoriales créée et mise à la disposition de l'État, des collectivités territoriales et de leurs partenaires.

Qualification/Profil :

Le consultant devra :

- Être titulaire d'un diplôme niveau bac+5 minimum de formation universitaire dans les domaines des sciences juridiques, sociales, de l'aménagement et de la gestion du territoire ou tout autre domaine équivalent ;
- Justifier d'un minimum de 5 à 10 ans d'expérience dans les questions de paix, de conflit et de développement ;
- Démontrer une bonne connaissance des questions relatives aux domaines de la décentralisation, de la gouvernance locale, du genre et de la cohésion sociale au Burkina Faso ;
- Etc.

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques et la comparaison des propositions financières.

Expérience :

- Avoir une solide expérience (avec des antécédents avérés) dans la conduite d'analyses de paix et de conflits (et/ou cartographie des parties prenantes, analyse de contexte, analyse politico-économique) sur le terrain dans un contexte de pays en développement ou en crise ;
- Avoir d'excellentes compétences pour diriger / gérer des discussions en petits et grands groupes de manière impartiale ;
- Avoir une solide expérience des méthodologies de collecte de données, y compris une expérience préalable avec des groupes de discussion, des entretiens avec des informateurs clés, des enquêtes, etc. ;

a. Les propositions techniques

Elles sont évaluées sur des critères suivants, conformément aux détails fournis dans les termes de référence.

- Qualification et expérience dans le domaine
- Plan de travail
- Méthodologie proposée et approche

b. Les propositions financières

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts.

Les offres financières seront comparées et une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

Note financière = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30

NB : Seuls les consultants ayant obtenu une note technique d'au moins 70 points/100, verront leurs offres financières ouvertes. Cette note technique sera pondérée à 70% et la note financière pondérée à 30%.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Léon Badibanga
Operations Manager

Signature :



Date :

05/05/2021

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

.....
Projet de « Gouvernance Locale et Cohésion Sociale (GoLCoS) »



**TERMES DE RÉFÉRENCE
POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E)
NATIONAL (E) SPÉCIALISTE EN ANALYSE PARTICIPATIVE
DES CONFLITS EN APPUI A L'UNITÉ DE GESTION DU
PROJET « Gouvernance Locale et Cohésions Sociale » GoLCoS**

Avril 2021

I. Contexte et justifications

1.1 Contexte général

Dans le cadre de la mobilisation des ressources financières et de la recherche de partenariat, des pourparlers entre l'Ambassade Royale des Pays-Bas et le PNUD ont abouti à une proposition d'accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de ses politiques et stratégies prioritaires de développement.

Cette initiative entre les deux institutions s'est concrétisée par la formulation et l'approbation par le Gouvernement du Burkina Faso et le PNUD le 30 décembre 2020 du Projet de « Gouvernance Locale et Cohésion sociale (GoLCoS) ». Ce projet de partenariat initié par le PNUD et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas en collaboration avec le Gouvernement Burkinabè tire sa substance du PNDES (Plan National de Développement Économique et Social), de la Matrice d'Actions Prioritaires (MAP) et des référentiels du cycle III de la décentralisation (la vision, la politique nationale et la stratégie décennale 2017-2026 de la décentralisation). Il s'inscrit dans le cadre de l'UNDAF 2018-2020 et du Programme Pays du PNUD 2018-2020 dont la période a été prolongée à 2022. Il est également en phase avec le programme budgétaire décentralisation du MATD.

D'un budget total de 11 178 080 USD, les contributions financières à la mise en œuvre du projet comprennent : des apports du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas à hauteur de 9 023 837 EUR, soit 10 105 080 USD ; du PNUD à hauteur de 900 000 USD ; et du Gouvernement du Burkina Faso à hauteur de 173 000 USD dont 165 333 USD décaissables et 7 667 USD non décaissables.

Le projet couvrira quatre-vingt-cinq (85) collectivités territoriales des six (6) régions *de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Est, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel*.

Dans sa mise en œuvre, le projet GoLCoS se fixe pour principal objectif de contribuer à **renforcer la cohésion sociale par une gouvernance inclusive et participative dans les collectivités territoriales cibles**. Cet objectif contribue à l'atteinte de l'objectif principal poursuivi par le Cycle III de la décentralisation qui est de « *mieux construire le développement du pays à partir de collectivités territoriales capables de produire des services publics locaux accessibles et de qualité et d'impulser le développement économique local* ». Pour ce faire, sept résultats sont poursuivis. Ils couvrent les aspects de : i) la gestion des Collectivités Territoriales (CT) cibles prenant en compte les nouvelles orientations et textes nationaux de la décentralisation ; ii) les populations et les Personnes Déplacées Internes (PDI) (femmes, hommes et jeunes) de la zone cible ayant accès à de meilleurs services d'état civil et de santé ; iii) les préoccupations des populations, y incluent des PDI en matière de sécurité communautaire, de cohésion sociale, de promotion du genre et de viabilité des économies locales, prises en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des PLD ; iv) les collectivités territoriales (CT) de la zone d'intervention gérées de manière transparente avec une participation plus effective des populations (femmes, hommes et jeunes) à travers des mécanismes de contrôle civil qui contribuent à réduire la corruption et améliorent la redevabilité ; v) les groupes vulnérables de la zone d'intervention, notamment les femmes, les jeunes et les PDI, participant davantage à la gestion des affaires locales ; vi) les communautés locales, les PDI et les autres parties prenantes (les autorités locales et les FDS) dans la zone d'intervention engagées et contribuant activement dans l'élaboration et la mise en œuvre des mécanismes de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale ; et enfin vii) un système d'analyse de conflits et indice de cohésion sociale mis à disposition de l'ensemble des

partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population, etc.) et contribuant à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale.

1.2 Contexte spécifique

Depuis ces cinq dernières années, le Burkina Faso fait face à une crise multidimensionnelle marquée par l'accroissement des conflits divers et leur corollaire de détérioration des conditions sécuritaires et de la cohésion sociale. Les quatre-vingt-cinq (85) collectivités territoriales cibles du projet GoLCoS sont particulièrement impactées par ces crises multiformes qui se caractérisent par :

- des attaques ciblées contre les représentants de l'État, des postes de police, des brigades de gendarmerie, des convois, des infrastructures publiques et des autorités locales ;
- des attaques de représailles contre les personnes soupçonnées d'avoir collaboré avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) , contre les représentants de l'administration locale, les élus locaux, mais aussi contre la population civile, y compris des femmes et des enfants ;
- des enlèvements, des assassinats et des menaces de mort de leaders d'opinion ;
- un accroissement des tensions communautaires parfois instrumentalisées par les forces du mal et de division des populations ;
- la rude mise à l'épreuve du vivre ensemble paisible à travers la stigmatisation de plus en plus visible et préoccupante de certains groupes ethniques ou d'autres groupes spécifiques;
- le repli identitaire de plus en plus inquiétant de certaines couches des communautés ;
- l'ébranlement du patriotisme de loin préféré à la recherche du gain individuel facile et immédiat.

Par ailleurs, selon les rapports d'études réalisées par le PNUD, Interpeace, le Labo Citoyenneté, etc., dans les régions affectées par l'insécurité, on note aussi une augmentation de viols et de violences sexuelles contre les femmes, des harcèlements et d'autres formes de violences basées sur le genre (VBG) comme c'est souvent le cas en période d'insécurité.

Les causes de ces conflits sont nombreuses et on peut retenir entre autres : l'intolérance, la haine, la division et le déni de l'État, la mauvaise gouvernance, les rivalités dans l'accès et l'utilisation des ressources naturelles, etc. Quant à leurs conséquences, elles se résument à l'installation des conflits communautaires dans plusieurs des collectivités territoriales cibles du projet. Ainsi, on dénombre entre autres :

- des affrontements impliquant des groupes d'autodéfense tels les Koglweogo et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) ;
- des affrontements entre agriculteurs et éleveurs d'une part, et, d'autre part, entre autochtones et migrants pour l'accès, l'utilisation et le contrôle des espaces utiles à la conduite des activités agro-sylvo-pastorales ;
- des affrontements entre les populations et les exploitants miniers sur des questions non résolues de transparence dans les procédures d'expropriation des terres d'une part, et, d'autre part, la concurrence entre les populations et les sociétés minières dans la conduite des activités artisanales d'extraction de l'or (orpaillage) ;
- des rivalités entre les acteurs politiques locaux pour le contrôle des pouvoirs politiques et économiques ;
- des affrontements entre des citoyens des collectivités territoriales cibles ayant pris des armes contre leurs sœurs et frères des mêmes localités et qui ont engendré des situations de stigmatisation et de replis communautaires.

Tous ces facteurs ont contribué à la détérioration de la cohésion sociale et à la remise en cause des principes de vivre ensemble et de cohabitation pacifique dans plus du tiers des collectivités territoriales cibles. Ils ont également mis à rude épreuve les systèmes de production agro-sylvo-pastorale tels les innovations en matière d'intensification des exploitations agricoles et d'élevage, le pastoralisme avec de moins en moins la mobilité des animaux et des éleveurs, les difficultés d'accès aux zones pastorales aménagées, etc.

Par ailleurs, ces conflits sont également à la base du climat de méfiance entre les autorités locales et les populations et représentent une menace supplémentaire contre la cohésion sociale. Cette crise de confiance est également accentuée par les insuffisances des stratégies de développement passées, mises en œuvre par le gouvernement, qui ont donné l'impression aux populations de certaines régions du pays notamment le Sahel, le Nord et l'Est qu'elles sont abandonnées à leur sort par l'État.

Des analyses faites et des expériences vécues, il ressort clairement que les seules réponses militaires et/ou matérielles ne sauraient, à elles seules, éradiquer toutes ces crises en cours dans les différentes collectivités territoriales cibles du projet. Les réponses et les stratégies à mettre en œuvre doivent s'inscrire dans une approche communautaire endogène et conformément aux spécificités de chaque localité et des acteurs en présence.

Pour atteindre de tels résultats, un certain nombre de défis doivent être relevés dans les collectivités territoriales cibles du projet. Ce sont :

- la sécurisation des populations et la réduction des attaques terroristes,
- la réduction des cas d'extrémismes violents et la résolution des conflits ;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures endogènes et des acteurs locaux en charge de la promotion de la cohésion sociale ;
- la co-construction de la sécurité communautaire et la lutte contre la corruption ;
- la prise en compte effective de la prévention de la radicalisation de l'extrémisme violent dans les politiques et les stratégies locales de développement ;
- le renforcement de la résilience de tous les acteurs pour leur engagement durable pour la prévention de la radicalisation de l'extrémisme violent ;
- la promotion de la bonne gouvernance locale ;
- la conception et la mise à disposition d'un système d'analyse de conflits et d'indexe de cohésion sociale au profit de l'ensemble des acteurs pour la prévention des conflits.

C'est dans le but de relever ces défis et de poursuivre les résultats attendus du projet qui contribuent à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale dans les collectivités territoriales cibles que s'inscrit la présente mission d'appui. Cette mission d'appui s'inscrit spécifiquement dans le cadre de la réalisation du résultat n°7 sur « la mise à disposition d'un système d'analyse de conflits et d'indexe de cohésion sociale au profit de l'ensemble des partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population, etc.) »

II. Objectifs de la mission d'appui

L'objectif général de la mission d'appui est de mettre à la disposition de l'ensemble des partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population, etc.), un système d'analyse de conflits et d'indexe de cohésion sociale qui contribuent à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale dans les collectivités territoriales cibles.

De façon spécifique, il s'agira de :

- contribuer à la finalisation de la note conceptuelle sur l'analyse participative des conflits du projet ;
- coordonner et faire l'assurance qualité de l'élaboration d'un guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales ;
- organiser et superviser la formation des personnes-ressources et des prestataires répertoriés par région sur le guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales cibles ;
- coordonner et faire l'assurance qualité des études d'analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales cibles ;
- organiser le processus d'élaboration de la plateforme digitale pour la gestion des données sur les analyses participatives des conflits.

III. Livrables attendus

Les livrables attendus de la mission d'appui sont de cinq ordres :

- une note conceptuelle sur l'analyse participative des conflits dans les collectivités territoriales du projet finalisée ;
- un guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales disponible ;
- 100% des personnes-ressources et prestataires formés, maîtrisant le contenu du guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales ;
- quatre-vingt-cinq (85) rapports d'analyses participatives des conflits de collectivités territoriales disponibles ;
- une plateforme digitale pour la gestion des données des analyses participatives des conflits des quatre-vingt-cinq (85) collectivités territoriales créée et mise à la disposition de l'État, des collectivités territoriales et de leurs partenaires.

IV. Responsabilités du consultant

- Finaliser la note conceptuelle sur l'analyse participative des conflits du projet ;
- produire des termes de référence pour l'appui à l'élaboration d'un guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales ;
- contribuer au recrutement de l'expertise pour la production du guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales ;
- organiser les interactions avec les autres acteurs porteurs/initiateurs des actions similaires des analyses des conflits pour échanger sur : les opportunités de synergie d'action ; l'enrichissement de l'approche et des termes de références de production du guide/approche méthodologique, etc. ;
- superviser la production du guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales ;

- contribuer à la constitution d'un répertoire de personnes-ressources et de prestataires pour la conduite des analyses participatives des conflits dans chacune des six régions cibles du Projet ;
- organiser et superviser la formation des personnes-ressources et des prestataires répertoriés par région sur le guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales cibles ;
- produire les termes de références pour le recrutement des consultants pour la conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales cibles ;
- contribuer au processus de recrutement des prestataires pour la conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales cibles ;
- superviser la conduite des analyses participatives dans les collectivités territoriales cibles ;
- produire les termes de référence pour la conception d'une solution digitale de gestion des données des études participatives des conflits (stockage, mises à jour, analyse diachronique, etc..) ;
- superviser l'élaboration de la plateforme digitale pour la gestion des données sur les analyses participatives des conflits ;

V. Profil du consultant d'appui à l'unité de gestion du projet

Le consultant en appui à l'Unité de gestion devra :

- être titulaire d'un diplôme niveau bac+5 minimum de formation universitaire dans les domaines des sciences juridiques, sociales, de l'aménagement et de la gestion du territoire ou tout autre domaine équivalent ;
- justifier d'un minimum de 5 à 10 ans d'expérience dans les questions de paix, de conflit et de développement ;
- démontrer une bonne connaissance des questions relatives aux domaines de la décentralisation, de la gouvernance locale, du genre et de la cohésion sociale au Burkina Faso ;
- avoir une bonne connaissance du contexte socio-politique et économique du Burkina Faso et de la sous-région;
- avoir une bonne connaissance et familiarité avec les concepts de sensibilité aux conflits et de sensibilité au genre ;
- avoir une solide expérience (avec des antécédents avérés) dans la conduite d'analyses de paix et de conflits (et/ou cartographie des parties prenantes, analyse de contexte, analyse politico-économique) sur le terrain dans un contexte de pays en développement ou en crise;
- avoir d'excellentes compétences pour diriger / gérer des discussions en petits et grands groupes de manière impartiale ;
- avoir une solide expérience des méthodologies de collecte de données, y compris une expérience préalable avec des groupes de discussion, des entretiens avec des informateurs clés, des enquêtes, etc. ;
- avoir une capacité à diriger des analyses (qualitative et quantitative) et à combiner la recherche locale sur le terrain avec des tendances et des observations analytiques plus larges ;
- démontrer une expérience avérée dans la recherche et l'analyse des documents ;
- avoir une bonne capacité de communication et de rédaction en français et en anglais ;

- avoir d'excellentes compétences en matière de gestion des questions de fond, de communication avec les autorités gouvernementales et les hauts fonctionnaires des Institutions internationales ;
- démontrer une rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude du travail en équipe et un esprit d'initiative développé ;
- avoir de très bonnes compétences dans l'utilisation des logiciels de traitement de texte (Word) et de communication (PowerPoint).

VI. Durée et déroulement de la mission d'appui

La mission d'appui va s'étaler sur une durée de six mois de mi-mai à mi-novembre 2021. Elle se déroulera autour des actions suivantes :

N° Ordre	Actions	Deadline	Observations
1	Enrichissement et finalisation de la note conceptuelle	15 mai 2021	
2	Production de TDR pour l'appui à l'élaboration d'un guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives de conflits dans les collectivités territoriales cibles	20 mai 2021	
3	Contribution au recrutement de l'expertise pour la production du guide/approche méthodologique de conduite des analyses participatives de conflits dans les collectivités territoriales	30 mai 2021	
4	Formation des membres de l'Unité de Gestion du Projet sur les techniques d'analyse des conflits ("do no harm" et "gestion des programmes sensibles aux conflits")	2-3 juin 2021	La formation concernera aussi le personnel du projet dans les Bureaux Intégrés
5	Organisation d'un atelier d'interaction avec les autres acteurs porteurs/initiateurs des actions similaires des analyses de conflits pour échanger sur les opportunités de synergie d'action et enrichissement des TDR pour la production du guide/approche méthodologique.	8/9 juin 2021	Le PNUD partagera avec les acteurs les résultats de l'étude sur les conflits réalisés dans le cadre du PaCoS
6	Production des TDR pour la conception d'une solution digitale de gestion des données des études d'analyse participative des conflits (stockage, mises à jour, analyse diachronique, etc..)	15 juin 2021	
7	Constitution d'un répertoire de personnes-ressources et de prestataires pour la conduite des analyses participatives des conflits dans chacune des six régions cibles du Projet	20 juin 2021	
8	Assurance qualité du processus de production du guide/approche	10 juillet 2021	En étroite collaboration avec les trois TL

N° Ordre	Actions	Deadline	Observations
	méthodologique de conduite des analyses participatives de conflits dans les collectivités territoriales		
9	Elaboration de TDR pour la formation de personnes ressources pour la conduite des analyses participatives de conflits dans les collectivités territoriales	15 juillet 2021	
10	Suivi/Supervision de la formation des personnes ressources pour la conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales		
11	Contribution au recrutement des consultants pour la conduite des analyses participatives des conflits dans les collectivités territoriales	15 juillet 2021	
12	Assurance qualité de la conduite des analyses participatives dans les collectivités territoriales	30 juillet 2021	
13	Assurance qualité du processus de conception de la plateforme digitale pour la gestion des données sur les analyses participatives des conflits	30 octobre 2021	
14	Organisation d'une interaction avec les autres acteurs porteurs/initiateurs des actions similaires des analyses de conflits sur les résultats, les enseignements et les bonnes pratiques du processus.	15 novembre 2021	Les deux ministères en charge de la cohésion sociale et de la décentralisation doivent être fortement impliqués.
15	Production d'un rapport general de mission	20 novembre 2021	

VII. Dossiers de candidature et critères de sélection

Les dossiers de candidature devront comprendre deux (02) propositions séparées : une offre technique et une offre financière.

Proposition technique

L'offre technique doit comprendre les éléments ci-après :

- Une lettre de soumission de candidature ;
- Une analyse et une compréhension des termes de référence ;
- Une méthodologie de travail ;
- Un chronogramme d'exécution de la mission ;
- Le curriculum vitae actualisé et signé ;
- Les attestations de travaux similaires ou toute documentation utile pouvant démontrer les capacités du consultant ;
- 02 personnes de références.

Proposition financière

Les candidats doivent soumettre sous pli fermé, une proposition financière détaillant les honoraires mensuels et autres frais pertinents pour la mission. Voir canevas en annexe.

Dépôt des dossiers

Les consultants intéressés doivent transmettre leurs offres avec en objet « *Candidature pour le recrutement d'un(e) consultant(e) spécialiste en analyse participative des conflits en appui à l'unité de gestion du projet GoLCoS* ».

Évaluation des offres

La sélection sera faite sur la base des critères suivants notés sur 100 comme suit :

Critères	Notes/100
Diplômes	5
Nombre d'années d'expériences professionnelles dans le domaine de la conduite d'analyses de paix et de conflits (et/ou cartographie des parties prenantes, analyse de contexte de crise, analyse politico-économique, etc.)	15
Référence du consultant dans les missions similaires	20
Compréhension de la mission	20
Pertinence de la méthodologie	25
Pertinence du chronogramme d'exécution de la mission	10
Capacités rédactionnelles et de communication en langue française	05

Seules les candidatures dont l'offre technique aura obtenu une note au moins égale à 70 points sur le total des 100 points seront retenues pour une analyse financière.

La méthode d'évaluation qui sera utilisée est celle du meilleur rapport qualité/coût (score combiné). Il sera tenu compte des qualifications du consultant et sa proposition financière avec un score d'au moins 30 % pour l'offre financière.